

**B. — AU TITRE DE LA MISSION MILITAIRE FRANÇAISE
PRÈS LE GOUVERNEMENT ROYAL DU CAMBODGE**

1^{er} Embarquement à partir du 1^{er} septembre 1962.

Corps des télégraphistes des troupes de marine.

Sergent-chef.

Ménard (Yvon), 9^e R. M., B. C. S./B1 technique transmissions.

2^o Embarquement à partir du 25 septembre 1962.

Service des matériels et bâtiments des troupes de marine.

CONSTRUCTIONS

Maréchal des logis-major.

Foucreau (Georges), 1^{er} R. M., B. C. S., B1 surveillant de travaux.

3^o Embarquement à partir du 1^{er} octobre 1962.

Infanterie de marine.

SPECIALISTE MUSICIEN

Adjudant-chef.

Fournier (Michel), 1^{er} R. M., B. S./chef de fanfare « hors tour spécialiste ».

4^o Embarquement à partir du 10 octobre 1962.

Corps des télégraphistes des troupes de marine.

Sergent.

Lannes (Bernard), 4^e R. M., C. A. T. 2/T., 201 T.

**MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

**Décret n° 62-1015 du 27 août 1962 relatif au régime des retraites
des ouvriers de l'Etat.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu la loi modifiée n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928 et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 6-III (3°), premier et second alinéa, de la loi susvisée du 2 août 1949 est modifié comme suit :

« Le personnel licencié par suite de réduction d'effectifs, fermeture ou changement d'implantation de l'établissement qui l'emploie, âgé d'au moins cinquante-cinq ans, bénéficie d'une bonification d'âge et de service égale au nombre d'années restant à accomplir pour atteindre soixante ans, sans que cette bonification puisse dépasser quatre années.

« Pour le personnel féminin, les âges de cinquante ans et de cinquante-cinq ans sont respectivement substitués aux âges de cinquante-cinq ans et soixante ans ».

Art. 2. — L'alinéa suivant est inséré à l'article 9-I de la loi susvisée du 2 août 1949 entre le premier et le deuxième alinéa :

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles la pension peut toutefois être calculée sur la base des émoluments soumis à retenue afférents à un emploi occupé pendant quatre ans au moins au cours des quinze dernières années d'activité lorsque ces émoluments sont supérieurs à ceux visés au premier alinéa ci-dessus ».

Art. 3. — Le troisième alinéa de l'article 9-I de la loi susvisée du 2 août 1949 est modifié comme suit :

« En ce qui concerne les intéressés rémunérés en fonction des salaires pratiqués dans l'industrie, les émoluments susvisés sont déterminés par la somme brute obtenue en multipliant par 2,076 le salaire horaire de référence correspondant à leur catégorie professionnelle au moment de la radiation des

contrôles ou, dans le cas visé à l'alinéa précédent, à la catégorie professionnelle correspondant à l'emploi occupé. Ce produit est affecté d'un coefficient égal au rapport existant entre... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Décret n° 62-1016 du 27 août 1962 relative au régime de retraites
de certains ouvriers de l'Etat.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu la loi modifiée n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928 et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, ensemble le décret n° 62-1015 du 27 août 1962 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — La condition d'âge de cinquante-cinq ans prévue à l'article 6-III (3°) et à l'article 11-I de la loi susvisée du 2 août 1949 est ramenée à cinquante ans pour les ouvriers du ministère des armées licenciés par suite de fermeture partielle ou totale en vue de la conversion des activités des établissements des armées de l'établissement qui les emploie.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Autorisation à l'office national industriel de l'azote
à contracter un emprunt.**

Par arrêté en date du 23 août 1962, l'office national industriel de l'azote est autorisé à contracter un emprunt d'un montant de 15 millions de nouveaux francs auprès du Crédit national.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Décret n° 62-1017 du 24 août 1962 modifiant le décret n° 50-174
du 3 février 1950 sur les brevets de guide de montagne.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des travaux publics et des transports et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi n° 48-267 du 18 février 1948 portant réglementation de la profession de guide de montagne ;

Vu le décret n° 50-174 du 3 février 1950 sur les brevets de guide de montagne, modifié par le décret n° 54-1000 du 8 octobre 1954 et le décret n° 59-1396 du 8 décembre 1959 ;

Vu l'avis de la commission consultative de l'enseignement de l'alpinisme,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le décret n° 50-174 du 3 février 1950, modifié par le décret n° 54-1000 du 8 octobre 1954 et par le décret n° 59-1396 du 8 décembre 1959, est à nouveau modifié comme suit :

Article 5 remplacé par les dispositions suivantes :

« Le ministre de l'éducation nationale délivre un brevet d'aspirant guide. Pour obtenir ce brevet, il faut être âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus trente-deux ans au 1^{er} janvier de l'année de l'examen et être Français.

« La délivrance de ce brevet est subordonnée à la participation à un stage probatoire et aux résultats d'un examen.

« Le brevet d'aspirant guide est valable pendant une durée de cinq saisons entières et consécutives au maximum à compter de la date de sa délivrance. Ce délai est calculé pour les candidats qui ont subi avec succès les épreuves de l'examen d'aspirant guide avant l'âge de vingt ans à compter du jour où ils ont atteint l'âge de vingt ans révolus. Toutefois ce délai peut être prolongé de la durée des services militaires qui pourraient être accomplis durant cette période et d'une année en cas d'un premier échec à l'examen de guide de haute montagne.

« Lorsque le brevet d'aspirant guide est délivré après l'âge de trente ans, la durée de sa validité est réduite de manière que la limite d'âge de trente-cinq ans prévue par l'article 7 ci-dessous pour l'exercice de la profession d'aspirant guide ne soit pas dépassée ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des travaux publics et des transports et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 août 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
PIERRE SUDREAU.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN FOYER.

Le ministre des travaux publics et des transports,
ROGER DUSSEAUX.

Modification de l'arrêté du 13 décembre 1955 déterminant la liste des certificats d'études supérieures prévus à l'article 2 du décret du 8 janvier 1955 relatif au troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 20 juillet 1954 portant création d'un troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences, modifié par le décret n° 62-31 du 10 janvier 1962 ;

Vu le décret du 8 janvier 1955 fixant les modalités d'exécution du décret du 20 juillet 1954 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 1955 modifié déterminant la liste des certificats d'études supérieures prévus à l'article 2 du décret du 8 janvier 1955 fixant les modalités d'exécution du décret du 20 juillet 1954 portant création d'un troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences ;

Vu les propositions de l'assemblée de la faculté des sciences de Poitiers et de l'assemblée de la faculté des sciences de Marseille ;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Arrête :

Article unique. — La liste des certificats d'études supérieures prévus à l'article 2 du décret du 8 janvier 1955 est modifiée comme suit :

UNIVERSITÉ	DOCTORAT	CERTIFICAT d'études supérieures.
Poitiers	Thermodynamique.	Thermique supérieure.
Aix-Marseille.	Chimie biologique.	Biochimie approfondie.

Fait à Paris, le 17 août 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
CLAUDE LASRY.

Complément et modification à l'arrêté du 13 décembre 1955 déterminant la liste des certificats d'études supérieures prévus à l'article 2 du décret du 8 janvier 1955 relatif au troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 20 juillet 1954 portant création d'un troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences, modifié par le décret n° 62-31 du 10 janvier 1962 ;

Vu le décret du 8 janvier 1955 fixant les modalités d'exécution du décret du 20 juillet 1954 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 1955 modifié déterminant la liste des certificats d'études supérieures prévus à l'article 2 du décret du 8 janvier 1955 fixant les modalités d'exécution du décret du 20 juillet 1954 portant création d'un troisième cycle d'enseignement dans les facultés des sciences ;

Vu les propositions des assemblées des facultés des sciences ;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Arrête :

Article unique. — La liste des certificats d'études supérieures prévus à l'article 2 du décret susvisé du 8 janvier 1955 est complétée et modifiée comme suit :

UNIVERSITÉ	DOCTORAT	CERTIFICAT d'études supérieures.
Bordeaux ...	Œnologie.	Œnologie.
Caen	Sciences du lait.	Sciences du lait.
Clermont-Ferrand.	Mathématiques pures.	Algèbre supérieure. Calcul des probabilités et statistique mathématique.
Grenoble ...	Electronique et radio-electricité.	Electronique approfondie.
Lyon	Physique nucléaire.	Physique nucléaire approfondie.
Paris	Mécanique. Nutrition et alimentation des animaux domestiques. Entomologie.	Mécanique des solides. Nutrition et alimentation des animaux domestiques. Entomologie approfondie.
Poitiers	Mathématiques.	Mathématiques III.
Nancy	Sciences du lait.	Sciences du lait.
Nantes	Mécanique.	Mécanique.
Strasbourg...	Sciences du sol.	Géologie dynamique et appliquée. Phytosociologie et pédologie. Physicochimie des sols.
Toulouse ...	Agronomie approfondie.	Agronomie approfondie.

Fait à Paris, le 22 août 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
CLAUDE LASRY.

Inspection académique.

Par arrêté du 18 août 1962, M. Barre (Michel), délégué dans les fonctions d'inspecteur d'académie, vice-recteur de la Martinique, est délégué dans les fonctions d'inspecteur de l'académie de Poitiers, en résidence à Angoulême, en remplacement de M. Treffel, muté, à compter du jour de son installation (mutation pour raison d'avancement et nécessité de service).

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Décret du 23 août 1962 déclarant d'utilité publique l'établissement d'une ligne de chemin de fer reliant la gare de l'aéroport du Touquet à la ligne de Paris à Boulogne et relatif à l'exploitation de cette ligne.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer ;
Vu la loi du 31 juillet 1913 sur les voies ferrées d'intérêt local, et notamment l'article 46 modifié par la loi du 28 février 1925 ;

Vu le décret du 31 août 1937 et la convention y annexée relatifs à la réorganisation du régime des chemins de fer ;